

**Produits alimentaires destinés aux consommateurs:
commercialisation, transformation et distribution**

**Documents d'information technique
© FAO, 1996**

1. Introduction

1.1 L'absence de systèmes efficaces de commercialisation, de transformation et de distribution des produits alimentaires est un obstacle sur la voie de la sécurité alimentaire pour tous. Trop souvent, les capacités de stockage et de transport entre la zone de production et le lieu de transformation ou de consommation sont insuffisantes. En outre, les installations de transformation ne sont guère efficaces. Les coûts de commercialisation peuvent être considérables et représenter une part importante du prix final. Dans un grand nombre de pays, la principale contrainte est l'insuffisance des moyens de transport et de transformation.

Or, le coût de ces contraintes est énorme, qu'il s'agisse des possibilités d'emploi perdues, de la croissance économique à laquelle il faut renoncer ou encore du manque d'accès aux produits alimentaires.

1.2 A mesure que l'urbanisation se poursuit, la consommation alimentaire nationale se concentre de plus en plus dans des lieux autres que ceux de la production. Le système de commercialisation doit donc s'amplifier pour assurer les services nécessaires, car les producteurs vendent sur des marchés éloignés de l'endroit où les consommateurs font leurs achats.

1.3 L'urbanisation influe également sur le mode d'alimentation. En effet, un citadin a tendance à consommer davantage d'aliments transformés, en partie parce que certains aliments voyagent mal. Certains aliments s'altèrent rapidement après la récolte à moins d'être transformés. Les produits frais doivent arriver sur les marchés très vite après la production, que ce soit directement pour la consommation ou pour la transformation. Le mode d'alimentation d'un pays se modifie également à mesure que celui-ci se développe. Incités par l'augmentation des revenus et la commodité de préparation, les consommateurs recherchent une alimentation plus variée.

1.4 L'urbanisation et le développement tendent à encourager les producteurs, les communautés et les nations à se spécialiser dans les produits pour lesquels ils jouissent d'un avantage comparatif. Cela dit, les structures de la production alimentaire sont tributaires des besoins des ménages, des facteurs agro-climatiques et de la disponibilité de moyens de production. Dans la limite de ces contraintes, les producteurs aspirent à se spécialiser dans des produits qui promettent le meilleur rendement social et économique.

1.5 La spécialisation stimule les échanges de produits alimentaires entre membres de la communauté locale ou encore entre la communauté locale et d'autres communautés, proches ou lointaines. Avec le temps, les flux de produits alimentaires se multiplient, stimulant un développement ultérieur du système de commercialisation, de transformation et de distribution.

1.6 Du fait des différences de facteurs agro-climatiques, on ne peut prétendre à l'efficacité de la production pour tous les aliments indispensables à un régime sain. L'efficacité est

optimale lorsqu'une communauté se spécialise dans la production de produits pour lesquels elle jouit d'un avantage comparatif. Avant que cet avantage ne devienne réalité, il faut disposer d'un système efficace pour transporter les produits depuis les zones de production jusqu'aux zones de transformation ou de consommation.

1.7 Une part importante des ressources consacrées à la satisfaction de la demande croissante des consommateurs a traditionnellement été affectée à l'augmentation de la production et de la productivité agricoles. Dans la plupart des pays, la filière alimentaire a attiré bien moins d'intérêt. La Conférence mondiale de l'alimentation de 1974 illustre bien cette démarche.

En effet, hors l'aveu un peu rapide que «dans le cadre des efforts visant à accroître la production alimentaire, il convient de prévenir par tous les moyens le gaspillage de produits alimentaires sous toutes leurs formes»¹, la Conférence n'a pas prêté la moindre attention aux questions ayant trait à la commercialisation, à la transformation et à la distribution des produits alimentaires.

1.8 Ce désintérêt relatif s'explique difficilement si l'on pense à la contribution irremplaçable de ces secteurs aux économies nationales et à l'emploi et à leur rôle dans l'approvisionnement en aliments suffisants, bon marché et diversifiés, et ce tout au long de l'année. Dans les pays occidentaux, la part du prix final à la consommation revenant au producteur continue de baisser, ce qui prouve bien l'importance du secteur. Par exemple, en Allemagne, la progression de la transformation alimentaire est telle que les producteurs agricoles touchaient environ 35 pour cent du prix de détail en 1960, 26 pour cent en 1975 et seulement 14 pour cent à la fin de la dernière décennie (Commission européenne d'agriculture, 1991).

1.9 Si la filière de commercialisation fonctionne mal, les investissements dans la production deviennent à la fois plus coûteux et plus risqués et peuvent même, à terme, être effectués en pure perte. Les mauvaises conditions de stockage des céréales de base dans bon nombre de pays en développement entraînent non seulement des pertes alimentaires, mais encore une perte de ressources nécessaires à la production. Ces ressources auraient pu servir à diversifier les régimes alimentaires, ou encore à produire des cultures d'exportation. De même, l'insuffisance des dispositifs de manipulation et de transport pour les produits d'exportation à forte valeur, tels que les fruits, peut menacer des investissements coûteux réalisés dans les installations de production.

1.10 Une filière après-récolte efficace peut fort bien respecter l'environnement et promouvoir un développement durable. La production de cultures susceptibles de répondre à la demande du marché, la minimisation des pertes dans la filière de commercialisation et la distribution efficace de produits alimentaires dans des zones où il existe une demande des consommateurs: voilà autant d'éléments permettant d'éviter des productions inutiles, qui consomment des ressources en eau, pourtant rares, exigent des applications intensives de pesticides et d'engrais et provoquent l'érosion et la dégradation des sols.

Là où les ressources alimentaires sont menacées, dans le cas des réserves de poissons par exemple, l'inefficacité et les pertes qui interviennent dans la filière de distribution ne font

qu'exacerber une situation déjà difficile. Toute amélioration des méthodes de distribution aide à réduire la circulation, et donc les coûts en énergie. Si l'on dispose d'installations plus efficaces, marchés de gros par exemple, on réduit la congestion et, par l'introduction de conditions d'hygiène plus strictes pour le maniement des produits alimentaires, on améliore la santé publique.

1.11 On peut se faire une idée de l'importance de la commercialisation, de la transformation et de la distribution si l'on pense qu'entre 1990 et 2010, la production de céréales dans les pays en développement devrait augmenter de 472 millions de tonnes et celle de viande de 78 millions de tonnes (FAO, 1995b). Il est prévu qu'entre 1990 et 2010, la population rurale des pays en développement progressera chaque année de 0,6 pour cent et la population urbaine de 3,3 pour cent (ONU, 1995).

Ainsi, il est fort probable qu'une part considérable des augmentations prévues de la production devront être commercialisées ou transformées, ou les deux à la fois. Les secteurs de la commercialisation et de la transformation non seulement créent des débouchés pour les produits des cultivateurs, mais encore produisent une importante valeur ajoutée et offrent des possibilités de création d'entreprises en zones rurales. Cette évolution devrait contribuer à son tour à la croissance de l'activité commerciale et de l'emploi et freiner l'exode rural. En fait, comme nous l'avons noté plus haut, la valeur ajoutée découlant de la commercialisation et plus encore de la transformation peut dépasser de beaucoup la valeur de la production primaire. Pour soutenir ce secteur, les besoins en investissements seront énormes à l'avenir. Le document destiné au Sommet mondial de l'alimentation intitulé Investissements agricoles: évolutions et perspectives (WFS 96/10) chiffre les besoins annuels dans le secteur après-récolte à quelque 15 milliards de dollars EU, rien que pour renforcer la capacité du secteur et lui permettre de répondre à la croissance démographique et à la demande du marché.

1.12 Ainsi qu'il est noté dans l'étude de la FAO L'Agriculture mondiale: horizon 2010 (WAT2010) (FAO, 1995b) il est désormais admis que l'incapacité à remédier au problème de la pauvreté constitue la principale cause de dénutrition. C'est une tâche énorme que de résoudre ce problème, mais en améliorant la manutention des aliments entre l'exploitation et le consommateur, on peut favoriser considérablement l'accès des pauvres à une nourriture bon marché mais saine. Une meilleure efficacité de la filière de commercialisation permettrait de réduire les coûts et, partant, les prix à la consommation. La réduction des pertes après-récolte peut faire sensiblement baisser les prix à la consommation. Cette plus grande efficacité est essentielle si l'on veut que ceux dont le pouvoir d'achat est limité puissent acheter un volume suffisant d'aliments de qualité acceptable.

Dans beaucoup de campagnes, l'emploi dans le secteur postproduction, comme la transformation, peut aider à accroître les revenus et à alléger les problèmes de dénutrition. Les femmes jouent d'ailleurs un rôle important, fréquemment prédominant, dans ces activités.

1.13 Le présent document est principalement axé sur la commercialisation, la transformation et la distribution des céréales de base, des fruits et légumes et, dans une moindre mesure, des produits de l'élevage et de la pêche, ainsi que des produits forestiers non ligneux. Dans un premier temps, on fera le point des mesures qui peuvent être prises pour éviter une mauvaise répartition des ressources productives qui est souvent à l'origine de pertes

importantes. Cependant, le risque de surproduction peut être minimisé quand les producteurs sont libres de planifier leur production en fonction des besoins des consommateurs, sur la base des signaux donnés par les prix, et à condition que les gouvernements s'abstiennent d'offrir des subventions inutiles.

Le document examine la manutention après-récolte à l'exploitation ainsi que le rôle de l'entreposage, aussi bien sur place que dans la filière de commercialisation. Si de nombreuses tentatives visant à encourager des méthodes améliorées de manutention, d'entreposage et de transformation primaire ont échoué, c'est parce qu'elles avaient été planifiées sans tenir compte de la capacité ou de la volonté des consommateurs d'assumer le coût de ces améliorations, ni du fonctionnement du système de commercialisation et de la nécessité, pour ceux qui y participent, d'en tirer des bénéfices.

1.14 S'ils répondent à la demande des consommateurs, les agriculteurs, les négociants et les transformateurs devraient pouvoir satisfaire aux exigences de rentabilité. Cela dit, pour pouvoir fonctionner de manière efficace et rentable, le système de commercialisation doit s'insérer dans un cadre politique, économique et législatif approprié. Il s'agit tout d'abord de reconnaître que quiconque travaille dans le système postproduction doit pouvoir faire des bénéfices si l'on veut qu'il assure les services nécessaires. Par ailleurs, il importe de créer un climat macroéconomique favorable pour faciliter les échanges et jeter les bases d'une croissance économique équitable. Le rôle des gouvernements peut également comprendre la mise en place d'une infrastructure et de services de soutien, tels que la création de marchés et de services d'information. Ces questions sont examinées dans le présent document, qui aborde ensuite les manières d'assurer l'approvisionnement alimentaire des centres urbains en pleine croissance. Les questions ayant trait à la qualité et à l'innocuité des aliments retiennent également l'attention.

On passe ensuite à la fonction de transformation des aliments, pour identifier les conditions de réussite des entreprises dans ce domaine. Enfin, un certain nombre de recommandations sont formulées à l'intention des gouvernements et des donateurs qui prendront des initiatives dans le secteur après-récolte.

1.15 Si ce texte s'intéresse surtout à la commercialisation et à la transformation des produits alimentaires à l'échelle nationale, la plupart des arguments valent également pour les échanges internationaux, à la seule différence que ceux-ci sont entravés par des obstacles tarifaires et non tarifaires. Les aliments figurent parmi les produits pris en considération lors des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, ce qui devrait multiplier les possibilités d'échanges. Pour saisir ces occasions, les pays devront renforcer leurs techniques commerciales à l'exportation et mettre en place des dispositifs internes efficaces de commercialisation et de manutention.

2. Répondre à la demande des consommateurs

Avantages de l'attention portée aux consommateurs

2.1 Si la production à planification centralisée appartient désormais au passé dans la quasi-totalité des pays, la nécessité d'axer la production sur les besoins des consommateurs reste souvent ignorée. Du fait de l'insuffisance de l'information sur la demande, qu'il s'agisse des quantités requises, des prix ou des critères de qualité, les ressources continuent d'être mal affectées et les débouchés de se perdre. A l'époque de la planification centralisée ou des mécanismes d'achat publics, le coût de cette mauvaise affectation des ressources était assumé par l'Etat; sur les marchés libéralisés, c'est l'agriculteur qui en souffre. A l'avenir, les agriculteurs devraient avoir un meilleur accès aux informations sur les besoins du marché, et prendre ainsi des décisions plus avisées sur les cultures à produire et le calendrier des semis.

Faire coïncider la production et la demande

2.2 Le gaspillage résultant d'un déséquilibre entre l'offre et la demande d'un produit donné peut provoquer d'importantes pertes alimentaires et financières. Tel a souvent été le cas lorsque les producteurs ont touché des subventions qui ont perturbé les signaux habituels donnés par les prix du marché. Nombreux sont les exemples à cet égard. Le plus fréquemment cité est celui de la Politique agricole commune de l'Union européenne, mais pratiquement tous les gouvernements ont subventionné, à un moment ou à un autre, la production vivrière³ et beaucoup continuent de le faire. Le plus souvent, on stocke des produits ayant peu de débouchés, ou on transforme des matières premières excédentaires en produits pour lesquels il n'y a guère de demande.

2.3 Comme la production alimentaire est en grande partie tributaire des facteurs climatiques, elle ne peut échapper totalement à l'aléatoire. Néanmoins, pour de nombreux produits horticoles, les effets d'une surabondance peuvent être mitigés par la production de plusieurs variétés. L'usage de variétés précoces et tardives étale la saison de production et devrait accroître la rentabilité, mais il faut que les variétés choisies aient un rendement suffisant et soient acceptées par les consommateurs.

Certaines variétés se stockent plus facilement que d'autres, ce qui peut prolonger la période durant laquelle le produit est disponible pour le consommateur. Cependant, si les chercheurs se sont attachés à développer des fruits et légumes ayant des caractéristiques après-récolte spécifiques, cela n'a pas toujours été le cas pour les cultures de base. Le maïs blanc hybride, par exemple, a un rendement bien supérieur aux variétés classiques mais il exige un entreposage spécialisé et se garde mal sur l'exploitation. Ce genre de caractéristiques devient de plus en plus important dans une grande partie de l'Afrique à mesure que le rôle des offices de commercialisation diminue et que les exploitants se voient obligés de stocker eux-mêmes une bonne part de leurs excédents sur l'exploitation, pendant de nombreux mois.

2.4 Une façon d'éviter la création d'excédents pour certaines cultures, et particulièrement les légumes, consiste à échelonner les semis aussi souvent que possible. La production hors saison, si elle est réussie, peut rapporter bien davantage et s'avérer plus économique que le stockage à long terme. Les producteurs peuvent aussi retarder la récolte, mais dans certaines limites seulement. On peut parfois utiliser des régulateurs de la croissance qui permettent d'échelonner la récolte. Cela dit, si les consommateurs des pays plus riches acceptent volontiers de payer pour disposer de certains produits à longueur d'année, ceux

des pays pauvres n'ont sans doute pas un pouvoir d'achat suffisant qui justifierait le coût supplémentaire payé aux agriculteurs.

Encadré 1

PRODUIRE POUR SATISFAIRE LA DEMANDE

Deux pays insulaires permettent d'illustrer comment les producteurs peuvent s'adapter aux exigences du marché, si les systèmes de production s'y prêtent. Aux Maldives, les agriculteurs calculent leur production de pastèques presque exclusivement en fonction de la période du Ramadan, où la demande est élevée et les prix soutenus. Aux Tonga, les agriculteurs produisent depuis des années des pastèques à exporter en Nouvelle-Zélande, profitant du créneau de deux mois pendant lesquels les autres fruits sont rares sur ce marché et le prix des pastèques est élevé.

2.5 Comme pour les cultures, les caractéristiques du bétail au moment de l'abattage et les qualités acquises lors de l'élevage détermineront la qualité du produit vendu au consommateur, qu'il soit frais, congelé ou transformé. L'élevage et la production laitière peuvent également être saisonniers, du fait de la variation des températures, des précipitations et de l'état des pâturages. Les éleveurs tendent à planifier la naissance des jeunes animaux de manière à utiliser au mieux les conditions naturelles, ce qui signifie une plus forte production laitière à certaines périodes de l'année. Toutefois, s'ils utilisent différents pâturages ou des fourrages améliorés, les éleveurs peuvent prévoir de produire du lait en période de pénurie. Pour ce qui est de la viande, le poids de l'animal variera en fonction du pâturage et du fourrage, ce qui pèsera sur la décision de l'éleveur d'envoyer son bétail à l'abattoir. S'il dispose d'informations suffisantes sur les prix, l'éleveur peut calculer si le cours plus élevé justifie l'abattage même si l'animal n'a pas encore le poids suffisant. Dans le secteur de l'élevage, on peut citer divers exemples manifestes de correspondance entre l'offre et la demande: l'élevage de dindes pour la fête de Thanksgiving aux Etats-Unis et au moment de Noël dans bon nombre de pays occidentaux, et la production de moutons pour la période du Ramadan dans les pays musulmans.

2.6 Dans les pays développés, beaucoup d'agriculteurs se soucient moins de satisfaire les besoins des consommateurs que de répondre aux demandes des transformateurs. Pour ne citer qu'un exemple, l'industrie suisse des produits congelés offre à l'heure actuelle quelque 500 articles de consommation. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire que l'exploitant comprenne l'évolution de la demande des consommateurs pour les matières premières qu'il produit. Il existe ainsi une tendance de plus en plus nette à la conclusion de contrats directs entre les exploitants et les transformateurs ou les négociants. Ces contrats directs limitent la liberté du producteur d'exploiter la demande du marché en échange de prix et de volumes de vente garantis (Commission européenne d'agriculture, 1991). Dans une certaine mesure, il en va de même des agriculteurs cultivant des produits frais comme les fruits et légumes; ces producteurs fournissent de plus en plus directement les supermarchés plutôt que de vendre leur production sur les marchés de gros.

2.7 Les agriculteurs réagissent à la demande du marché s'ils sont assurés que celle-ci ne sera pas indûment bouleversée par des interventions des pouvoirs publics qui interfèrent avec les schémas normaux de l'offre et de la demande. Dans de nombreux pays, les céréaliers sont particulièrement préoccupés par la médiocre planification de la distribution de l'aide alimentaire qui entraîne des chutes des cours. Ces risques créent un cercle vicieux car les agriculteurs réagissent à la faiblesse des prix en réduisant la production, d'où la nécessité d'accroître l'aide alimentaire. De même, des prélèvements mal coordonnés sur les réserves de sécurité alimentaire de l'Etat peuvent avoir des effets néfastes.

Où produire

2.8 Si tel ou tel exploitant n'a guère le choix quant au lieu où il va semer ses cultures ou élever son bétail, les gouvernements ont parfois essayé par le passé d'influencer le choix des zones de production par le biais de leur politique des prix et d'autres mesures. Dans plusieurs pays en développement, les politiques consistant à encourager la production subventionnée d'une ou deux cultures de base ont favorisé la production de denrées ayant un faible rapport poids-valeur dans des zones reculées; les gouvernements ont ainsi dû assumer des dépenses de transports excessives, tant pour les intrants que pour la production finale.

A terme, ces politiques se sont avérées financièrement intenable. En raison de l'évolution récente qui tend vers une libéralisation des marchés, la plupart des pays n'appliquent plus des politiques de prix couvrant tout le territoire et les exploitants doivent diversifier leur production en fonction de l'avantage comparatif dont ils jouissent. On constate une évolution similaire dans les pays qui ont abandonné l'économie planifiée: la répartition de la production et des intrants sur la base de décisions bureaucratiques est maintenant remplacée par une production s'appuyant sur l'économie de marché.

2.9 Les projets mis en place par les gouvernements, les organisations non gouvernementales (ONG) et les donateurs se sont parfois rendus coupables de promouvoir la production alimentaire dans des régions où l'infrastructure routière était médiocre et les réseaux de transport insuffisants. On a eu tendance à estimer que l'horticulture, l'élevage et la production laitière permettaient d'augmenter le revenu des paysans les plus pauvres, bien souvent sans tenir compte des questions de coûts de commercialisation et de l'existence ou non de débouchés et d'infrastructures convenables.

Utilisation de l'information sur les prix

2.10 Si les agriculteurs connaissent la structure saisonnière des prix et de la demande des années précédentes, ils sont théoriquement mieux armés pour planifier leur production de manière plus efficace et, grâce aux technologies, ils peuvent prévoir leurs récoltes avant une baisse probable des prix ou après leur reprise. Une information quotidienne ou hebdomadaire sur les prix et sur l'offre et la demande peut aider les agriculteurs à décider du moment de leur récolte et, dans les grands pays, des marchés vers lesquels écouler leurs produits (Schubert, Zehrfeld et Juntermanns, 1988). Si, dans les économies développées, les agriculteurs sont généralement à même de se procurer et d'interpréter eux-mêmes les

mercuriales, les producteurs des pays en développement auront sans doute besoin de services d'information sur les marchés ainsi que d'un appui pour interpréter l'information sur les prix et planifier leur production. Cela dit, le personnel de vulgarisation, qui est souvent qualifié pour fournir des conseils en matière de production, n'a que rarement accès à l'information sur la commercialisation et les questions après-récolte.

3. Opérations après-récolte sur l'exploitation

Améliorations rentables

3.1 La quantité, la qualité et le prix des produits offerts aux consommateurs dépendent beaucoup de la manière dont ces produits sont manipulés sur l'exploitation. La sécurité des aliments constitue également une question cruciale. Par exemple, les mauvaises techniques de séchage et d'entreposage peuvent favoriser l'apparition de mycotoxines (FAO, 1979). Pour améliorer la manutention après-récolte, la FAO a créé, en 1978, un Programme d'action spéciale pour la prévention des pertes de produits alimentaires (PPA). Les efforts ont été axés sur les petits exploitants qui, dans les pays en développement, assurent l'essentiel de la production alimentaire, pour leur consommation propre comme pour l'approvisionnement du marché.

Plus de la moitié de ces petits exploitants sont des femmes; elles jouent également un rôle prédominant dans les activités postproduction.

Encadré 2

AMPLEUR DES PERTES ALIMENTAIRES APRÈS-RÉCOLTE

On estimait généralement que les pertes totales de paddy sur l'exploitation en Asie étaient de l'ordre de 25 à 30 pour cent. Selon des études plus récentes effectuées dans le cadre de projets FAO, ces pertes seraient

inférieures de moitié. Ces chiffres sont moins dramatiques que les estimations initiales, mais le niveau des pertes évaluées à 12 pour cent en Inde et à Sri Lanka, 13 pour cent au Bangladesh, 15 pour cent en Thaïlande et 16 pour cent au Népal représente néanmoins un gaspillage important de produits alimentaires, de travail et d'intrants. Même s'il était possible de réduire ces pertes d'un dixième seulement, le volume des produits alimentaires ainsi économisés en Asie pourrait atteindre environ 5 millions de tonnes par an.

On sait désormais que les résultats restent limités si l'on concentre les efforts de réduction des pertes sur une ou deux étapes seulement de la chaîne après-récolte. La réduction des pertes est un effort qui doit toucher toutes les étapes. Par exemple, les pertes enregistrées aux différentes étapes dans le cas du Bangladesh sont les suivantes:

Etape

Récolte manuelle
Séchage au champ
Transport
Battage
Séchage
Etuvage
Entreposage
Usinage

Pourcentage

2,3
0,7
0,5
1,4
1,6
1,9
0,9
3,8

Encadré 3

LA POMME DE TERRE AU BANGLADESH

Bon nombre d'arguments présentés dans ce document sont bien illustrés par l'expérience récente de mise en valeur de la pomme de terre au Bangladesh, où la production de légumes hors saison est un excellent créneau. En 1990, le gouvernement a donc lancé un Programme de diversification des cultures, avec l'aide du Canada et des Pays-Bas.

Des démonstrations bien planifiées, réalisées sur des exploitations agricoles, ont réussi à convaincre les cultivateurs du potentiel que représentait la production de pommes de terre ou l'accroissement des rendements. Dès 1993/94, les familles dans les zones participantes avaient augmenté leurs rendements de 10 à 18,1 tonnes à l'hectare. Malheureusement, on n'a pas accordé la même importance au système après-récolte. Dans un premier temps, cela n'a pas posé de problèmes étant donné que les familles d'agriculteurs consommaient une bonne part de leur production et que le système de commercialisation en place absorbait les excédents, du fait d'une demande suffisante des consommateurs.

Cependant, la multiplication des surfaces consacrées à la pomme de terre, et la récolte record de 1994/95, ont causé de graves problèmes aux agriculteurs et mis en lumière les faiblesses de la démarche adoptée. La demande de pommes de terre est restée relativement

limitée parmi les consommateurs du Bangladesh. Alors que le programme de diversification des cultures avait encouragé la consommation de pommes de terre par les agriculteurs, on avait fait très peu pour l'encourager auprès d'autres consommateurs. On aurait pu surmonter ce problème si l'on avait disposé de moyens de stockage suffisants pour permettre d'écouler lentement les pommes de terre sur le marché. Mais dans la zone de Munjiganj, par exemple, la production a été de 350 000 tonnes, alors qu'on ne pouvait stocker que 55 000 tonnes. De nombreux agriculteurs ont annoncé qu'ils ne cultiveraient pas de pommes de terre en 1995/96 du fait des pertes subies l'année précédente.

3.2 Au cours des années 70, les spécialistes de la phase après-récolte ont eu tendance à se concentrer sur la quantification des pertes matérielles. On a fini par renoncer à ces études, jugées trop coûteuses et trop longues à réaliser⁴, même s'il est indispensable d'avoir une idée claire de l'ampleur des pertes pour évaluer l'intérêt des améliorations proposées. La façon d'envisager le secteur après-récolte s'est peu à peu modifiée et l'on accorde désormais une plus grande attention à l'étude du système postproduction et à l'identification des problèmes et blocages de ce système⁵. Cependant, ayant souvent adopté une optique non commerciale, les améliorations proposées reposaient parfois sur des critères plus techniques qu'économiques.

3.3 De manière générale, les technologies après-récolte améliorées sont désormais bien identifiées pour les céréales. A l'avenir, les activités postproduction dans ce secteur mettront l'accent sur l'adaptation de ces technologies à des milieux spécifiques et sur leur viabilité économique et sociale. Cependant, pour les autres cultures, il faudrait affiner les technologies au niveau des petites et moyennes entreprises. Par exemple, on pourrait mettre au point de nouveaux produits à partir de cultures traditionnelles comme la patate douce, car des débouchés existent.

Considérations économiques liées à l'amélioration des opérations après-récolte

3.4 En théorie, si toutes les technologies et toutes les infrastructures connues étaient effectivement mobilisées, on pourrait considérablement réduire les pertes qui se produisent dans le système après-récolte. Cela dit, toute activité de réduction des pertes devrait viser à ce que les avantages d'une diminution des pertes ou d'un relèvement des prix soient supérieurs au coût des améliorations envisagées, avec une marge suffisante pour justifier le coût de l'investissement et le risque correspondant.

Dans toute la mesure possible, les améliorations apportées aux opérations après-récolte dans les pays en développement devraient être relativement simples et peu coûteuses. Pour les petites installations de stockage des céréales, il est préférable d'introduire des améliorations simples visant à protéger les structures existantes contre les rats et la vermine, et à faciliter l'épandage d'insecticides, que de construire de nouveaux entrepôts plus perfectionnés. Les petits agriculteurs en particulier ont tendance à accepter des pertes assez élevées avant d'envisager d'apporter des modifications coûteuses à leurs moyens de stockage, car ils craignent de ne pas rentrer dans leurs frais.

3.5 Avant d'envisager la moindre amélioration des opérations après-récolte, il est indispensable de bien comprendre le fonctionnement du système de commercialisation. A titre d'exemple, toute mesure visant à améliorer le séchage des céréales destinées au marché n'aura aucun effet si les cultivateurs n'en obtiennent pas un meilleur prix⁷. Dans la planification des améliorations des opérations après-récolte, on a eu tendance à négliger les relations entre les agriculteurs et les négociants ou les minotiers du secteur privé. Comme les organismes d'aide, les responsables du gouvernement et les ONG se méfient du secteur privé, on a encouragé et subventionné des activités après-récolte entreprises par des associations d'agriculteurs, souvent en concurrence directe avec le secteur privé. Or, dans l'ensemble, les initiatives de ces associations n'ont guère donné de bons résultats. Par contre, le secteur privé a montré que dans un contexte économique et réglementaire propice, il était tout à fait capable de profiter des créneaux commerciaux qui s'ouvraient et d'assurer les services nécessaires aux agriculteurs et aux consommateurs. A preuve la multiplication récente, en Afrique australe, des petits broyeurs à percussion pour le maïs, en réponse à la libéralisation des marchés du maïs⁸.

Aspects sociaux

3.6 On s'accorde de plus en plus à reconnaître les obstacles non seulement économiques mais également sociaux à l'amélioration du secteur après-récolte. Le problème de la main-d'œuvre est un facteur déterminant. En milieu rural, où le matériel motorisé fait encore défaut, le travail manuel constitue le facteur de production le plus important. Du fait de l'exode rural, les pénuries de main-d'œuvre sont fréquentes et, en périodes de pointe, on peut obliger les enfants à quitter l'école pour travailler aux champs. Une enquête socio-économique réalisée dans le cadre d'un projet de la FAO au Swaziland a constaté que les femmes étaient très présentes dans tous les secteurs de la production de maïs et que l'on retardait souvent les récoltes pour permettre aux enfants d'y prendre part pendant les vacances scolaires. L'une des recommandations formulées dans le cadre de ce projet a été l'ajustement des congés scolaires de manière à permettre aux enfants d'être en vacances au moment des récoltes (Booth, Toet et Bevan, 1987).

3.7 L'introduction de technologies peut avoir des effets néfastes imprévisibles sur les pauvres et les femmes. En Sierra Leone et dans d'autres pays, l'introduction de batteuses et de tarares dans les villages a supprimé les droits traditionnels de «glanage» qu'avaient les femmes qui effectuaient autrefois ce travail à la main. Il convient de tenir compte d'autres considérations d'ordre socio-écologique et, par exemple, de déterminer si l'intervention après-récolte envisagée n'est pas contraire aux croyances religieuses, aux capacités d'organisation, aux structures traditionnelles du village ou encore aux priorités des ménages. Il est tout aussi important de comprendre le processus de prise de décision à l'intérieur des ménages et de savoir qui gère les ressources familiales.

4. Le stockage dans le système de commercialisation

Assurer la viabilité économique

4.1 Le stockage correspond à plusieurs fonctions mais toutes supposent de faire durer les produits, qu'il s'agisse de nourrir les familles d'agriculteurs au-delà de la période de récolte, de constituer des réserves alimentaires nationales en cas d'urgence ou encore d'approvisionner à longueur d'année les consommateurs aisés en aliments exotiques. Comme pour toutes les autres activités après-récolte, chaque décision de stockage doit obéir à l'impératif de la viabilité économique, sauf pour des raisons de sécurité alimentaire. Autrement dit, les prix après stockage devront amplement compenser le coût du stockage.

Encadré 4

CONSÉQUENCES DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Toute modification des mécanismes de commercialisation des cultures de base (à la suite de programmes d'ajustement structurel par exemple) risque d'entraîner des changements dans les besoins de manutention après-récolte. En Afrique orientale et australe, du fait de la diminution du rôle des offices de commercialisation, les agriculteurs n'ont souvent plus de débouché assuré. Autrefois, on comptait sur les organismes semi-publics pour la collecte et le stockage de la récolte, avant le début de la saison des pluies, même si le paiement n'était pas toujours immédiat. L'agriculteur n'avait pas à se soucier du stockage. Dans un système libéralisé, il est possible que le secteur privé, à terme, développe une capacité de stockage long. Ces changements signifient pour de nombreux pays qu'il faudra dans l'immédiat une plus grande capacité de stockage sur l'exploitation, même s'il est probable que les agriculteurs subissent des pressions pour vendre immédiatement après la récolte afin de payer leurs impôts, les frais de scolarité, etc. Les exploitants auront peut-être besoin d'être formés correctement aux techniques de séchage et de stockage; il faudra en outre leur fournir des insecticides. Il faut également prévoir un programme d'éducation pour les agriculteurs, car bon nombre d'entre eux, autrefois pris en charge par les structures d'Etat, ne savent pas encore s'adapter à la demande du marché ou repérer des débouchés pour leurs produits.

Dans les pays où des organismes de commercialisation contrôlaient autrefois en grande partie la commercialisation des céréales, il n'était guère besoin de disposer de marchés publics des céréales et autres produits de base. Dans ces pays, ces marchés concernaient les fruits et légumes, le bétail et la viande. Cependant, avec la libéralisation du commerce, il faut désormais mettre en place des marchés de gros où les négociants de céréales pourront facilement écouler leurs produits et où les détaillants pourront s'approvisionner à moindres coûts.

4.2 Il sera important à l'avenir de bien comprendre les répercussions du processus de libéralisation en cours sur la question du stockage. Les gouvernements, les donateurs et les organismes d'assistance technique ont tous un rôle à jouer dans l'analyse en profondeur du fonctionnement du système de commercialisation pour proposer des améliorations efficaces aux méthodes de manutention et de stockage¹⁰. Qui plus est, à une époque où la

commercialisation subit des modifications rapides du fait de changements d'orientation et de l'urbanisation, ces analyses se doivent d'être dynamiques et non statiques dans leur démarche. Suite aux mesures imposées dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (voir encadré 4) dans de nombreux pays en développement, les installations de stockage et de distribution, anciennement aux mains d'organismes semi-publics, sont devenues en grande partie superflues ou encore sont utilisées à des fins auxquelles elles n'étaient pas destinées à l'origine. Cependant, on continue à construire des installations de stockage qui ne correspondent ni aux besoins existants, ni aux impératifs qui seront probablement ceux du gouvernement ou des secteurs commerciaux une fois achevée la libéralisation du marché.

Évolution des besoins en matière de stockage

4.3 Si certains entrepôts relevant autrefois des offices de commercialisation peuvent être nécessaires comme réserves de sécurité alimentaire, sans doute gérées dans un premier temps par les pouvoirs publics, d'autres seront probablement inutilisés. Les négociants pourraient prendre en main le stockage intersaisonnier assuré autrefois par les organismes de commercialisation des céréales, mais ils sont le plus souvent handicapés par un manque de capitaux, et auront donc le plus grand mal à financer les stocks. Une solution pour les négociants consisterait à placer leurs stocks dans des entrepôts sûrs et de négocier un crédit en utilisant les stocks comme garantie¹¹. Il semblerait également que des entreprises spécialisées puissent avoir leur place; il pourrait s'agir d'entreprises privées reprenant les entrepôts des offices de commercialisation, ou encore d'anciennes agences de commercialisation cherchant à se diversifier. Les gouvernements peuvent faciliter cette nouvelle orientation en adoptant des lois sur l'entreposage et en donnant des conseils sur les normes de qualité requises.

4.4 Bon nombre des vastes entrepôts utilisés par les organismes de distribution des fruits et légumes dans les anciens pays à économie planifiée ne conviennent pas aux nouvelles entreprises en gros qui commencent à se créer. Dans beaucoup de pays, le secteur privé a repris ces grosses installations mais les utilise pour entreposer toute sorte de produits de consommation, et pas uniquement des produits frais. Souvent, les entrepôts frigorifiques ont été mal conçus et sont tellement vastes et mal entretenus que le secteur privé est incapable de les gérer de manière rentable. L'effondrement de l'ancien système de distribution a souvent obligé les agriculteurs à assumer la responsabilité de la commercialisation de leurs propres produits. On peut penser qu'à terme, des grossistes utilisant des techniques modernes de manutention de fruits et légumes vont apparaître. Cependant, ils investiront probablement dans leurs propres installations de stockage, plutôt que de continuer d'utiliser l'infrastructure de l'ancien système.

4.5 Notamment pour les produits horticoles après-récolte, on peut utiliser de nouvelles technologies améliorées. Par exemple, la durée de l'entreposage peut être prolongée par une meilleure maîtrise des températures et du degré d'humidité, ainsi que par l'atmosphère contrôlée (Harris, 1986; FAO, 1989; Kader, 1992). De manière générale, on évite désormais de chercher des solutions purement techniques aux problèmes qui se posent dans le secteur après-récolte¹². Souvent, il suffit de tenir compte des aspects économiques,

sociaux et de gestion pour trouver des solutions peu coûteuses et mieux adaptées. A l'époque de l'intervention systématique de l'Etat dans la commercialisation, de nombreux entrepôts frigorifiques, construits dans les marchés de gros pour stocker les produits locaux, n'ont servi qu'à stocker des fruits importés du fait que le stockage de cultures périssables produites sur place était incompatible avec la vente au quotidien de produits frais dès livraison.

5. Amélioration des services de commercialisation à l'intention des exploitants: rôle des gouvernements

Mise en place d'un climat propice au secteur privé

5.1 Il est désormais reconnu que l'intervention directe des gouvernements dans la commercialisation des produits frais est rarement le meilleur moyen d'aider les agriculteurs. Cependant, l'appui indirect à ceux qui se chargent de la commercialisation est peut-être nécessaire dans de nombreux pays, surtout ceux qui ont récemment modifié leurs politiques dans le secteur après-récolte et qui doivent consentir un gros effort pour s'adapter au nouveau système de commercialisation.

Encadré 5

AMÉLIORATION DES MANIPULATIONS APRÈS-RÉCOLTE AU NÉPAL

En règle générale, les gouvernements ne devraient pas accorder un soutien direct au secteur privé sous forme de subventions. Cependant, dans certaines circonstances précises, des subventions ciblées visant à encourager l'introduction de nouvelles technologies considérées comme applicables peuvent se justifier.

Au Népal, des tomates expédiées de Terai au marché de Kathmandou ont été conditionnées dans des paniers tressés traditionnels. L'opération de conditionnement a été laborieuse et lente. Malheureusement, tandis que les tomates étaient en bon état lors de leur expédition, les paniers n'ont pas pu les protéger efficacement des rigueurs du transport routier à travers les montagnes, et une grande partie des tomates était endommagée à son arrivée à Kathmandou.

Afin d'améliorer la manipulation des tomates, un projet de la FAO a fourni aux commerçants un petit nombre d'emballages plastiques à utiliser sur une base expérimentale. Le projet s'est également assuré du retour des emballages dans les zones productrices en établissant un accord avec les maraîchers. Le succès de ces emballages fut tel que les commerçants ont accepté avec enthousiasme de payer le prix entier pour obtenir des emballages supplémentaires.

5.2 Les gouvernements peuvent améliorer les opérations après-récolte et les services de commercialisation de diverses manières: moderniser l'infrastructure commerciale en milieu rural, entretenir les routes, renforcer les capacités de commercialisation et les capacités après-récolte des services de vulgarisation, assurer une information sur les marchés. Le plus important est d'assurer un environnement politique stable et transparent dans lequel le secteur privé puisse fonctionner de manière rentable. Les négociants ne pourront probablement jamais être pleinement actifs sur le marché tant qu'on ne leur garantira pas de pouvoir acheter et stocker leurs produits, confiants que l'Etat ne les accusera pas «d'accaparement» et ne saisira pas leurs stocks, qu'il n'introduira pas de contrôle des prix et n'écoulera pas sur le marché de vastes quantités de stocks gouvernementaux ou d'aide alimentaire, ce qui provoquerait l'effondrement des prix. Si ces conditions ne sont pas assurées, le coût des transactions augmente et l'instabilité des prix est plus grande. En outre, c'est lorsque le climat macroéconomique est favorable que le secteur privé est le plus efficace. Cela signifie qu'il faut, dans la mesure du possible, des taux d'inflation et d'intérêt bas, des balances des paiements équilibrées, des déficits budgétaires faibles et des liquidités. L'une des contradictions des programmes d'ajustement structurel est souvent qu'on attend du secteur privé qu'il assume les fonctions relevant autrefois de l'Etat, sans que le climat macroéconomique qui le lui permettrait soit en place.

Informations sur les marchés

5.3 Les gouvernements peuvent faciliter la commercialisation en assurant une information fiable sur les marchés (voir encadrés 6 et 7). L'existence d'informations permet aux agriculteurs de prendre des décisions en connaissance de cause lorsqu'il s'agit de planter, de récolter et, dans le cas de certains produits de la forêt, de cueillir et de vendre leur production. Cela permet aux négociants de prendre des décisions sur les débouchés les mieux adaptés à tel ou tel produit, dans l'optique d'un profit maximum. Cette mesure devrait aider à stabiliser la fluctuation des prix et à réduire les pertes dues à l'engorgement de marchés spécifiques, et ce, au bénéfice des consommateurs.

5.4 La mise en place d'un système efficace d'information sur les marchés dans un pays ayant des ressources limitées peut toutefois poser plusieurs problèmes. Les gouvernements ont souvent créé des systèmes bien trop complexes pour les ressources disponibles. Souvent également, ils se sont écartés de l'objectif principal de ces systèmes, qui est d'assurer une information actualisée à des fins commerciales, pour se transformer en pourvoyeurs de données statistiques destinées aux fonctionnaires. Les systèmes d'information sur les marchés mis en place dans le cadre de projets d'assistance technique ont souvent frôlé l'effondrement lorsque l'aide des donateurs a cessé, puisque les gouvernements n'avaient plus les moyens de poursuivre les activités. Dans un premier temps, il est préférable d'opter pour un système ne couvrant qu'un nombre limité de marchés et se contenter de recueillir des informations uniquement sur les prix et sur l'offre, et ce pour un nombre limité de cultures. On pourrait envisager de commercialiser ces services d'information, initialement en faisant parrainer la diffusion des prix et, à terme, en confiant la totalité du service au secteur privé; on pourrait également envisager la mise au point de services d'information locaux. Cela s'est fait avec succès dans le secteur forestier.

Encadré 6

SERVICE D'INFORMATION SUR LES MARCHÉS EN INDONÉSIE

Mis en place à l'origine dans les années 50 et développé par la suite avec l'aide du Gouvernement allemand, le Service d'information sur les marchés d'Indonésie, relevant du Ministère de l'agriculture, est l'un des plus efficaces des pays en développement.

Les prix de 21 légumes sont recensés tous les jours, du lundi au vendredi, et ce dans les 14 principales régions productrices de légumes ainsi que sur les principaux marchés de gros. Les prix moyens sont alors diffusés le jour même sur les stations de radio provinciales, dans les langues locales et quelquefois sur des stations radio plus localisées tandis que certains prix sont diffusés en langue Bahasa sur la station de radio nationale.

Les principaux utilisateurs de ce service d'information sont désormais les agriculteurs eux-mêmes, dans la mesure où les négociants sont en contact régulier avec les marchés de gros du fait des visites fréquentes qu'ils y font, et que les grossistes échangent des renseignements sur les prix par téléphone ou télécopie. La quasi-totalité des producteurs de légumes écoutent les prix à la radio, soit tous les jours, soit au moment où ils ont l'intention de vendre leur récolte, et la plupart estiment que ces informations, surtout celles des stations provinciales ou locales, sont extrêmement utiles, leur permettant de marchander avec les négociants. Les agriculteurs apprécient donc beaucoup ces radiodiffusions.

Les fonctionnaires du ministère chargés de relever les prix assument également les fonctions de vulgarisateur. Ils suivent l'évolution des prix et élaborent des graphiques pour aider les agriculteurs à comprendre les tendances saisonnières des prix et à planifier leur production.

Coûtant quelque 850 000 dollars EU par an, le Service d'information sur les marchés revient assez cher. Cependant, l'avantage qu'il représente pour les agriculteurs a été démontré et le service peut être considéré comme un exemple efficace de service d'appui qu'un gouvernement peut apporter à la commercialisation des produits agricoles¹.

1 Pour plus de détails, voir Shepherd et Schalke (1995).

Routes

5.5 Pour que les exploitants puissent avoir accès aux marchés ruraux et que les campagnes aient accès aux marchés urbains, il faut absolument un réseau routier correct.

Malheureusement, force est de constater que dans de nombreux pays, des ressources ont certes été affectées à la construction des routes mais les moyens disponibles pour leur entretien ne sont pas suffisants. Il faut trouver d'autres solutions pour assurer l'entretien du réseau routier, en faisant appel à l'entraide par exemple et en confiant aux communautés rurales l'entretien des routes. Si les routes sont mauvaises, les transports sont plus lents, ce

qui multiplie les pertes de denrées périssables, sans parler de l'augmentation des coûts de transport, puisque le mauvais état des routes entraîne une usure plus grande des véhicules. Dans de nombreux cas, des exploitants n'ont même pas pu vendre leurs produits, car le coût du transport dépassait les bénéfices attendus de la vente des produits sur le marché.

Encadré 7

INFORMATIONS SUR LES MARCHÉS EN ZAMBIE

Comme dans la plupart des pays d'Afrique orientale et australe, la commercialisation des produits agricoles en Zambie subit une transformation majeure. Le pays a libéralisé le commerce du maïs et il est sur le point de libéraliser le marché des intrants. Le Service d'information sur les marchés (ZAMIS), créé par le Ministère de l'agriculture avec l'aide de la FAO, joue un rôle important dans la mise en place de ce processus, en particulier dans le cas du maïs produit par les petits exploitants.

Avant la libéralisation, le commerce du maïs en Zambie était entièrement contrôlé par les pouvoirs publics, d'abord par l'intermédiaire d'un office de commercialisation et ensuite par l'intermédiaire de coopératives. Des négociants n'ayant aucune expérience préalable ont dû prendre des responsabilités en matière de commercialisation. Fournir des informations sur les marchés a été jugé indispensable pour encourager ce commerce.

Le ZAMIS a commencé à fonctionner en mai 1993, et a initialement donné la priorité aux besoins des négociants, bien que le Service ait toujours été prévu pour répondre aux besoins des agriculteurs, ce qui a été chose faite à la fin de 1995. La coordination est assurée par le Ministère de l'agriculture à Lusaka et les informations sur les prix et l'offre sont rassemblées sur le terrain par les responsables provinciaux de la commercialisation et leurs collègues des districts. Le Service rassemble et diffuse les prix de gros et de détail pour le maïs, la farine de maïs, les autres cultures vivrières, les engrais et les semences. Les prix de gros du maïs servent de prix de référence pour le secteur privé et, à ce titre, ils jouent un rôle important dans la promotion des mouvements de produits depuis les zones de production jusqu'aux zones de consommation.

Les informations sur les prix et l'évolution du marché sont diffusées de trois manières: émissions hebdomadaires à la radio, bulletins hebdomadaires sur les marchés et tableaux de prix. Etant donné les ressources limitées du Ministère pour payer les émissions de radio, les frais d'affranchissement, ainsi que le coût de la collecte et du traitement des données, la poursuite de l'expérience dépendra des parrainages que l'on aura su mobiliser et retenir.

Le ZAMIS reconnaît qu'il ne suffit pas seulement de publier des prix. Les agriculteurs doivent être en mesure d'interpréter les données et doivent aussi connaître les débouchés potentiels. Ainsi, le Ministère essaie d'introduire des bulletins locaux au niveau provincial pour conseiller les agriculteurs sur les acheteurs de maïs et les vendeurs d'intrants. Un petit projet de coopération technique de la FAO a été mené en 1996 pour former des vulgarisateurs et

des agriculteurs au fonctionnement d'un marché libéralisé. Le projet a aussi centré ses activités sur l'amélioration de l'entreposage à la ferme, qui devient une préoccupation particulière maintenant que les agriculteurs ne peuvent plus écouler immédiatement leurs récoltes après la moisson¹.

1 Pour plus de renseignements, voir Gouvernement zambien (1995).

Construction et exploitation des marchés

5.6 Les autorités locales peuvent faciliter les services de commercialisation en affectant des terres et en mettant en place une infrastructure pour les marchés ruraux. Ces marchés constituent un lieu de rencontre où les cultivateurs peuvent vendre leurs produits aux négociants, qui à leur tour les expédient aux marchés urbains. Ces marchés sont des points d'approvisionnement en denrées alimentaires pour les travailleurs agricoles et non agricoles, les artisans et les ruraux pauvres. De la sorte, toute amélioration apportée aux marchés ruraux peut aider à alléger la pauvreté en milieu rural et à assurer la sécurité alimentaire. En l'absence de tels marchés, les négociants doivent se rendre chez chaque cultivateur, ce qui augmente le coût de la commercialisation. Là où ces marchés existent, les installations même essentielles manquent: aucun abri ne protège les produits du soleil et de la pluie et, en l'absence d'une chape de béton au sol ou surélevée, les inondations sont fréquentes. Cela restreint l'efficacité du marché, entraîne des pertes et peut poser des problèmes de santé. Un autre facteur important est l'emplacement des marchés ruraux. Là où les marchés sont nés spontanément, l'emplacement reflète presque à coup sûr les préférences des exploitants comme des négociants. Il faudrait, dans la mesure du possible, améliorer les sites existants et éviter de créer de nouveaux sites qui risquent de ne pas convenir aux usagers. Nombre des nouveaux marchés mis en place ont une conception inutilement compliquée et des structures onéreuses, ce qui entraîne des charges élevées pour les utilisateurs.

Rôle des services de vulgarisation

5.7 Dans la plupart des pays, on estime que les problèmes de commercialisation et le système après-récolte ne relèvent pas des vulgarisateurs travaillant sur le terrain. Si certains gouvernements ont créé des départements de la commercialisation des produits agricoles, leurs activités se font rarement sentir sur le terrain. Même lorsque les vulgarisateurs arrivent à cerner les problèmes après-récolte des agriculteurs, ils ne sont pas à même de les aider, par manque de connaissance de ces questions ou parce qu'ils ne savent où s'adresser pour demander de l'aide. Parfois, l'agent le plus visible du système de commercialisation, à savoir le négociant, est désigné comme bouc émissaire, d'autant que les vulgarisateurs ont tendance à voir dans la relation négociant-agriculteur un rapport d'exploitation, sans avoir procédé à l'examen détaillé des coûts encourus par les négociants¹³. A partir des données sur les prix communiquées par les services d'information sur les marchés, les vulgarisateurs devraient être en mesure d'informer les cultivateurs sur l'évolution des prix. Un vulgarisateur ayant une formation commerciale devrait également pouvoir conseiller et encadrer les agriculteurs pour des questions telles que: méthodes améliorées de récolte, tri et calibrage, méthodes perfectionnées de conditionnement et de manutention et stockage approprié¹⁴.

6. Approvisionnement des villes

Rythme de l'urbanisation

6.1 La population urbaine dans les pays en développement progresse de 3,4 pour cent par an, et d'environ 5 pour cent en Afrique subsaharienne. D'ici à l'an 2000, il y aura quelque 200 villes comptant plus de 1 million d'habitants et 21 «mégalopoles» de plus de 10 millions d'habitants. Cela dit, la majorité des citadins vit dans des villes de moins de 500 000 habitants. Un taux d'urbanisation qui augmente plus vite que les infrastructures et les mécanismes institutionnels requis caractérise globalement le monde en développement de ces deux dernières décennies. Cette dynamique continuera à modifier l'équilibre entre villes et campagnes, à tel point que d'ici à l'an 2010 toutes les grandes régions du monde seront urbanisées à plus de 35 pour cent. La population des villes des pays les moins avancés devrait s'accroître de 4,6 pour cent par an, et d'ici à l'an 2025, l'on s'attend à ce que 43 pour cent des habitants de ces pays soient des citadins. Les villes accueillent actuellement plus de 60 millions de personnes par an (ONU, 1995).

6.2 D'énormes progrès ont été accomplis pour assurer l'approvisionnement alimentaire des villes. Néanmoins, la croissance urbaine ne cessera de poser d'énormes problèmes pour la commercialisation des vivres. Qui plus est, les simples chiffres tendent à masquer la complexité du problème. D'une part les revenus de certains secteurs de la population urbaine progressent rapidement, entraînant une demande accrue de certains produits plus coûteux, tels que le poisson, les produits horticoles, les produits de la forêt (par exemple les épices), ainsi que les produits de l'élevage et les produits permettant une alimentation variée, qui sont transformés pour une plus grande facilité d'emploi. Par ailleurs, la majorité des citadins des pays en développement restent extrêmement démunis et ont un pouvoir d'achat très limité. Pour ceux-ci, la distribution efficace d'aliments peu coûteux mais nutritifs est une préoccupation de plus en plus urgente.

Nécessité de disposer de systèmes de distribution de gros

6.3 Bien qu'il y ait encore matière à encourager la production potagère familiale et la production périurbaine, la plupart des approvisionnements alimentaires des villes proviendront de zones éloignées, ce qui nécessite une amélioration des liaisons entre campagnes et villes et, partant, la réalisation d'investissements soutenus dans le réseau routier, les transports et les infrastructures commerciales, telles que les marchés de regroupement dans les zones productrices et les marchés de gros et de détail dans les villes. Si les systèmes de transport, d'entreposage et de commercialisation ne sont pas à la hauteur, les coûts de commercialisation seront élevés et conduiront à une hausse des prix des denrées alimentaires et à des difficultés d'approvisionnement pour les groupes à faibles revenus. Cela montre bien l'importance de la planification, la création et l'efficacité de l'infrastructure commerciale. Malheureusement, les planificateurs nationaux et ceux qui sont chargés de l'aménagement du territoire ont tendance à ne pas tenir compte des besoins des

agriculteurs, des négociants et des consommateurs. Il existe de nombreux exemples de nouveaux marchés urbains qui ont eu du mal à s'implanter parce que les négociants ou leurs employés hésitent à y travailler suite à des erreurs dans le choix du site, à une conception erronée ou encore à l'absence d'infrastructures d'appui.